La Transaction Pénale Et La Criminalité Faunique Au Cameroun

CHOKOUAKO Yves Rolang

Doctorant en Droit privé, Faculté des Sciences Juridiques et Politiques

Université de Dschang

Email : yrolchoky@yahoo.fr

RÉSUMÉ

La lutte contre la criminalité faunique pour la préservation des écosystèmes et à leur gestion durable pour le bien des générations présentes et futures est un enjeu majeur dans le monde et plus particulièrement au Cameroun. Pour y parvenir, l'État a mis sur pieds plusieurs mesures de répression principalement la sanction pénale et la transaction pénale.

Nous nous sommes intéressés à la transaction pénale qui est un mode alternatif de règlement des litiges permettant au délinquant de se soustraire aux poursuites pénales contre paiement d'une somme d'argent. Elle est conclue par un acte entre l'administration en charge de la faune et le contrevenant à la demande de ce dernier. Elle est interdite dans certains domaines notamment en cas d'abatage d'espèces intégralement protégées ou en cas de récidive. Lorsque la transaction est régulièrement constituée, elle produit des effets divers selon qu'elle est exécutée ou non.

Cependant, la mise en œuvre de cette procédure est remise en cause par plusieurs limites. Non seulement, elle est confiée à une administration toute puissante aux prérogatives très exorbitantes, mais elle est aussi appliquée dans un contexte où les mauvaises pratiques, telles que la corruption, l'opacité dans la gestion, plombent son efficacité. Il est urgent de réaménager son régime à travers l'élimination de la discrimination négative existante entre le délinquant primaire et celui récidiviste d'une part et l'association de l'autorité judiciaire d'autre part.

Mots clés : transaction pénale, criminalité faunique, faune.

ABSTRACT

The fight against wildlife crime for the preservation of ecosystems and their sustainable management for the benefit of present and future generations is a major challenge in the world and more particularly in Cameroon. To achieve this, the State has set up several repressive measures, mainly criminal sanction and penal transaction.

We are interested in the penal transaction which is an alternative method of disputes resolution allowing the offender to evade criminal prosecution against payment of a sum of money. It is concluded by an act between the administration in charge of wildlife and the offender at the request of the latter. It is prohibited

in certain areas, in particular in the event of the slaughter of fully protected species or in the event of recidivism. When the transaction is regularly established, it produces various effects depending on whether it is carried out or not.

However, the implementation of this procedure is challenged by several limitations. Not only is it attributed to an all-powerful administration with very exorbitant prerogatives, but it is also applied in a context where bad practices exist such as corruption and opacity in management undermine its effectiveness. It is urgent to reorganize its system through the elimination of the negative discrimination existing between the first offender and the recidivist on the one hand and the association of the judicial authority on the other hand.

Keywords: penal transaction, Wildlife crime, Wildlife.

INTRODUCTION

La criminalité faunique constitue une menace sans cesse croissante pour la biodiversité et la survie des espèces ; lesquelles concourt à coup sûr au bien être des générations présentes et futures. Elle menace la conservation durable de la biodiversité et conduit à l'extinction de plusieurs espèces¹. Elle a connu une ascension fulgurante sans précédent et s'est hissée à la quatrième place des trafics dans le monde². Selon un document produit par le Ministère des Forêts et de la Faune³, environ 50% des espèces du monde serait confronté à l'extinction de masse la plus rapide de l'histoire⁴. Tandis que certaines espèces sont menacées de disparition sont abattues ou capturées pour leur consommation d'autres par contre plutôt pour des besoins commerciaux.

¹ Chaque année en Afrique, 20 000 à 25 000 éléphants sont tués, sur une population totale estimée à près de 420 000 à 650 000 têtes, lire à ce sujet, Tiphaine Bernard « La lutte contre le commerce illégal d'espèces sauvages », Criminalité environnementale, vol. 49, numéro 2, 2016 PP. 71-93.

² TONI KOUMBA (E. W.), *La justice répressive et la protection de la faune sauvage au Congo et au Cameroun*, Faculté de Droit et Sciences Économiques de Limoges, mémoire Master2 2016, P. 56.

³ MINFOF.

⁴ MINFOF, Stratégie nationale de lutte contre le braconnage et la criminalité faunique 2020-2030, P.9.

La criminalité faunique désigne l'expression communément utilisée pour désigner les phénomènes de braconnages et de commerce illégal de la faune⁵. Les ressources fauniques sont pillées par des hommes à la recherche du gain. Le contexte actuel de la mondialisation caractérisé par la propagation rapide des innovations technologiques intégrant les armes de guerre et moyens sophistiqués a entraîné l'architecture et la nature de cette criminalité. La délinquance faunique est aujourd'hui considérée comme une composante importante de la criminalité environnementale. Cette situation préoccupante a fait l'objet de plusieurs rapports et études d'experts faisant office d'alerte⁶. Il est nécessaire de la protéger contre diverses atteintes illégales car la faune joue un rôle très indispensable à l'équilibre naturel.

La faune s'entend de « l'ensemble des espèces animales que renferme une région, un milieu »⁷. Elle désigne également « l'ensemble des espèces faisant partie de tout écosystème naturel ainsi que toutes les espèces animales ayant été prélevées du milieu naturel à des fins de domestication »⁸. Au sein de la région Afrique, la faune revêt une importance écologique, touristique et économique certaine. Ainsi, quelle que soit l'étendue du territoire d'un pays, le prestige de sa faune apparaît incontestable. A y voir de près, dans certains pays de l'Afrique australe tels que l'Afrique du Sud, la Namibie, ou même de de l'Afrique orientale tels que du Kenya, de la Tanzanie, le tourisme y revêt un intérêt économique prédominant⁹. À cet effet, le rapport intitulé « *Towards Measuring the Economic value of wildlife watching tourism in Africa (vers une mesure de la valeur économique du tourisme d'observation de la faune en Afrique)* »¹⁰ met en relief l'importance économique du

tourisme lié à l'observation de la faune qui « *en plus de générer de précieux revenus dans les zones protégées grâce aux taxes d'entrée, un circuit classique d'observation de la faune coûte en moyenne 433 US \$ de dépenses diverses par personne et par jour* »¹¹.

Depuis plusieurs années, la plupart des Etats africains, prenant conscience de la menace d'extinction qui pèse sur les espèces animales sauvages du fait de la criminalité faunique, a mis sur pied plusieurs initiatives et déployé des efforts considérables notamment au niveau sous régional avec l'adoption d'un plan d'action sous-régional pour le renforcement de l'application des législations nationales sur la faune sauvage et au niveau national par la promulgation d'un certain nombre de textes de loi et textes réglementaires¹².

Le Cameroun n'est pas resté en marge de cette lutte pour la préservation des écosystèmes. En effet, du fait de sa situation géographique¹³, en plein Bassin du Congo¹⁴, il dispose d'immenses étendues forestières riches en biodiversité et regorgent ainsi des milliers d'espèces végétales et animales comme les oiseaux¹⁵, les reptiles¹⁶ sans compter des centaines d'espèces de mammifères¹⁷. Dans la lutte contre la délinquance faunique, le Cameroun s'est doté un important arsenal juridique constitué essentiellement, aussi bien, des textes internationaux de portée universelle¹⁸, régionale et même sous

⁵ NGUIFFEU TAJOUO (E. L.), « La lutte contre la criminalité faunique en droit pénal camerounais », *Annales de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Dschang*, Tome 20, P.U.A., 2018, P. 33.

⁶ Lire le rapport du Symposium sur le renforcement des cadres juridiques pour combattre la criminalité liée aux espèces sauvages en Afrique centrale et occidentale tenu à Abidjan en Côte d'Ivoire du 11 et 12 septembre 2017. Lire également la Stratégie nationale de lutte contre le braconnage et la criminalité faunique 2020-2030, MINFOP, pp. 9 - 14.

⁷ Dictionnaire, Petit Larousse en couleurs, 2015, P.377

⁸ Article 3 de la loi de 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche. La domestication renvoie au cadre domestique dans lequel l'espèce a été placée après avoir été extraite de son milieu naturel. Selon le juge français, que l'animal soit né dans son milieu naturel ou alors soit en situation d'élevage, seul le critère d'appartenance biologique de l'animal à une classification zoologique permet de donner un contenu à la faune sauvage. Cf. Cass. Crim, 22 févr. 2005, AJ pénal 2005. 239, note M. REDON.

⁹ Dictionnaire, Petit Larousse en couleurs, op. cit. p. 748.

¹⁰ Voir, « Le développement du tourisme en Afrique menacé par la criminalité liée aux espèces sauvages » in

media.unwho.org/ fr/press-release, consulté le 20 mars 2022.

¹¹ Ibid.

¹² La loi n°14/003 du 11 février 2014 relative à la conservation de la nature de la faune et de la pêche au Congo; la loi n°78/23 du 16 décembre 1978 relative à la protection des parcs nationaux du Cameroun ; la loi n° 16/2001 du 31 décembre 2001 portant code forestier en République gabonaise l'Arrêté ministériel n° 021/CAB/MIN/EDD/AAN/WF/05/2017 du 31 aout 2017 portant transfert de l'organe de gestion CITES à l'Institut Congolais pour le Conservation de la Nature ; l'arrêté n° 0648/MINFOF du 18 janvier 2006 fixant la liste des animaux des classes de protection A, B, C etc....

¹³ Situé au cœur de l'Afrique centrale

¹⁴ Voir https://fr.wikipedia.org/wiki/forêt_du_bassin_du_Congo, consulté le 20 mars 2020 Rieucan (J), « *Biodiversité et écotourisme dans les pays du centre du Golfe du Guinée. Prétourisme dans une unité géopolitique instable* » in cahiers d'outre-mer, n°216, 2001.

¹⁵ Aigle impérial, épervier shikra, faucon ardoisé, hibou du cap, hirondelle brune...

¹⁶ Tortue verte, cobra fousseur varan orné...

¹⁷ Eléphants de forêt d'Afrique, gorilles, Girafe, guépard, pangolin géant...

¹⁸ On peut citer la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) encore connu sous l'appellation de « *Convention de Washington* » a été signée le 3 mars 1973 à Washington (USA) par 164 pays en 2004 ; la Convention

régionale que des textes nationaux. Sur le plan interne, la lutte contre la criminalité faunique est principalement encadrée par la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche et le décret n° 95/466/PM du 20 juillet 1995 fixant les modalités d'application du régime de la faune. La lecture combinée de ces instruments fait ressortir les différentes atteintes à la faune.

Les infractions contre les espèces sauvages et les forêts, ainsi que d'autres infractions de même nature, sont diverses et variées¹⁹. Au Cameroun, les infractions aux réglementations et lois relatives aux espèces sauvages et aux forêts peuvent donner lieu à des sanctions civiles ou pénales. Ces sanctions sont généralement mises en jeu à l'issue d'une procédure judiciaire. À côté de cette procédure classique, il existe une procédure atypique de règlement du conflit faunique : il s'agit de la transaction pénale.

Selon le lexique des termes juridiques, la transaction pénale peut être définie comme une : « *procédure par laquelle certaines administrations peuvent proposer au délinquant l'abandon des poursuites pénales en contrepartie de l'aveu de l'infraction et du versement d'une somme d'argent dont elles fixent elles-mêmes le montant.* »²⁰. La transaction peut être aussi comprise comme une convention entre l'administration et un délinquant, aux termes de laquelle, en contrepartie de l'absence de poursuite pénale, le délinquant reconnaît l'infraction et s'acquitte d'une somme d'argent dont le montant est fixé par l'administration²¹. Bien qu'étant exceptionnelle²², la transaction occupe une place de choix dans le processus de règlement des litiges fauniques. L'idée pourrait *a priori* paraître surprenante et pourtant le recours à la transaction pour régler les litiges nés d'un préjudice causé aux milieux fauniques semble présenter quelques avantages indéniables. D'abord, parce que la transaction est l'archétype des modes alternatifs de règlement des conflits (MARC) : elle repose sur une logique consensuelle et compréhensive, où chacun fait un pas vers l'autre, et présente alors une logique pacificatrice intéressante ; il s'agit d'un MARC, entendu ici au sens d'un mode amiable de règlement des conflits. Ensuite, parce que la transaction permet une simplification du règlement du litige, en évitant la lourdeur, la lenteur et l'incertitude d'un procès. Il s'agit toujours d'un MARC,

sur la Diversité Biologique est entrée en vigueur le 29 septembre 1994 et a été ratifié par 187 pays.

¹⁹ Art. 155 et 158 de la loi n° 94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche.

²⁰ GUILLIEN (R) et VINCENT(J), (sous direction de), *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz 17e éd. 2010. P.1028.

²¹ LEROY (J.), *Procédure pénale*, 3^e éd., LGDJ, Paris, 2013, p. 206.

²² En ce sens que ce droit doit être expressément conféré à une administration ou à une personne pour qu'elle puisse l'exercer. Même le code pénal camerounais n'y recourt lui-même que de manière exceptionnelle (cf. article 249-8).

mais cette fois au sens d'un mode accéléré de règlement des litiges. Enfin et surtout, parce que la transaction peut permettre de confier le règlement du litige à une autorité spécialement compétente, à même de bien comprendre les enjeux environnementaux, là où le juge peut être en difficulté face à la complexité de la matière, notamment s'agissant du préjudice écologique ; la transaction est alors un mode spécialisé de règlement des litiges. Certains auteurs²³ au regard de la nature de la transaction ont parlé d'une certaine « *contractualisation* » du droit pénal. Malgré cette nouvelle mesure, la criminalité faunique continue son évolution au Cameroun.

Au regard de ce qui précède et la recrudescence des atteintes fauniques, on se pose la question de savoir si la transaction pénale permet-elle de lutter efficacement contre la criminalité faunique au Cameroun ? De cette interrogation, il nous a paru nécessaire d'envisager une tentative de réponse à travers une hypothèse qui constituera l'ossature de notre travail. Ainsi, nous estimons que : Dans le cadre de la lutte contre les infractions fauniques au Cameroun, la transaction pénale a été consacrée comme l'un des moyens de lutte mais la pratique démontre qu'elle est inadaptée au regard du contexte.

L'intérêt de cette réflexion se situe dans le souci d'endiguer sinon contenir la criminalité faunique. Sur le plan théorique, cette étude permettra de ressortir les lacunes de cette procédure dans le contexte camerounais et de proposer des solutions afin de l'améliorer. Sur le plan pratique, une telle démarche permettra d'établir ou non la réalité de cette protection de la faune à travers institution de la transaction pénale.

De l'hypothèse qui précède, il semble opportun d'étudier la transaction pénale comme moyen légalement consacré de lutte contre la criminalité faunique d'une part (I) et la transaction comme un moyen inapproprié de lutte d'autre part (II).

:

I- La consécration de la transaction comme moyen privilégié de lutte contre la criminalité faunique

La loi camerounaise n°94/01 du 20 janvier 1994 portant régime des forêts, de la faune et de la pêche donne une possibilité aux délinquants fauniques, auteurs d'infractions, de procéder à une transaction²⁴

²³NANFACK FOUELIFACK (C. D.), la transaction en matière pénale au Cameroun, Mémoire de Master en Droit privé, Université de Dschang, octobre 2017 pp. 18- 21; lire également Alt-Maes (F), « La contractualisation du droit pénal : mythe ou réalité ? », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2002, n° 3, juillet-septembre, pp. 501-515.

²⁴ Article 146 al.1 de la loi de 1994 régime des forêts, de la faune et de la pêche au Cameroun consacre cette procédure en ces termes : « *les infractions à la législation et à la*

constituant une cause d'extinction de l'action publique. Elle est aujourd'hui consacrée comme un moyen privilégié de protection des espèces²⁵. Il convient d'étudier d'une part les modalités de mise en œuvre la transaction en matière faunique (A) et dégager ses effets d'autre part (B).

A- Les modalités de mise en œuvre de la transaction faunique

Aux termes de l'alinéa 17 de l'article 2 du décret de 1995 fixant les modalités d'application du régime de la faune, la transaction un acte par lequel l'auteur d'une infraction en matière de faune commise dans une zone banale²⁶ ou une zone cynégétique²⁷ manifeste sa volonté de réparer le préjudice par le paiement de certains droits et est encore comprise comme une convention par l'auteur d'une infraction laquelle l'administration agissant dans les limites de sa compétence, renonce à poursuivre l'infraction faunique pour autant que la ou les personne (s) impliquée (s) se conforment à certaines conditions. En clair, le législateur a prévu l'arrangement amiable dans le cadre de la lutte contre la délinquance faunique. A cet effet, il a clairement défini les modalités de mise en œuvre de cette institution en déterminant son champ d'application (1) identifiant les acteurs (2).

1- Le champ d'application de la transaction faunique

Il s'agit de déterminer les cas dans lesquels on pourrait admettre (a) ou exclure (b) la transaction pénale.

a- Le domaine d'admission

La loi n'a pas explicitement déterminée le domaine d'admission de la transaction au Cameroun. La détermination de ce domaine se fait par une simple interprétation *a contrario* de l'article 78 alinéa 6 décret de 1995. En effet cet article, détermine les cas dans lesquels la transaction ne peut intervenir. Cela présuppose qu'en dehors des quatre cas prévus²⁸, la

réglementation sur les forêts, la faune et la pêche peuvent donner lieu à transaction, sans préjudice du droit de poursuite du ministère public ».

²⁵ L'exemple du Burkina Faso est un indice très significatif à cet égard. Le dispositif réglementaire a même prévu des barèmes de transaction applicables aux infractions contre le Code forestier. Lire NGIFO (S.) et TALLA (M.), « La législation relative à la faune sauvage au Cameroun, entre usages locaux et perceptions légales », Unasyuva 236, vol. 61, 2010, p. 17.

²⁶ Un territoire du domaine national dans lequel la chasse est réglementée.

²⁷ Toute aire protégée réservée à la chasse, gérée par l'administration chargée de la faune, une personne physique ou morale, une collectivité publique locale, et dans laquelle tout acte de chasse est subordonné au paiement d'un droit fixé par la loi des finances. Aucun acte de chasse ne peut y être perpétré contre les espèces intégralement protégées.

²⁸ Lire le titre suivant sur domaine d'exclusion.

transaction pourrait valablement être conclue. Ainsi, un délinquant primaire peut valablement demander et conclure une transaction avec l'autorité compétente. De même, en cas de d'abatage ou capture d'un animal autre que celui de la classe A²⁹.

b- Domaine d'exclusion

La transaction n'est pas possible pour toutes les infractions fauniques. Le législateur a prévu des cas où la transaction n'est pas admise. À ce titre, l'article 78 alinéa 6 décret de 1995 suscitée en est une illustration majeure. Elle donne toutes les indications nécessaires du domaine d'exclusion. Ainsi l'alinéa 6 a du même texte prévoit qu'aucune transaction n'est admise « *Pour une infraction commise dans les aires protégées* » Il ressort de cet alinéa que les infractions commises dans les aires protégées sont punies. Le décret, définit en son article 2 alinéa 1, une aire protégée comme « *une zone géographique délimitée et gérée en vue d'atteindre des objectifs spécifiques de conservation et de développement durable d'une ou de plusieurs ressources données* »³⁰. Plusieurs activités y sont interdites, notamment la chasse et la pêche sauf dans le cadre d'un aménagement dans les parcs nationaux, la chasse sans autorisation dans les réserves de faune³¹, tout acte de chasse sans paiement d'un droit fixé par la législation dans les zones d'intérêt cynégétiques (ZIC)³².

L'alinéa 6 b, parle de l'« *abatage d'un animal intégralement protégé* ». Les animaux sont classés en trois catégories de protection A³³, B³⁴ et C³⁵. Selon l'article 1 alinéa 2 de l'arrêté n° 0053/ MINFOF du 01 avril 2020 fixant les modalités de répartition des espèces animales en classes de protection, les

²⁹ Il s'agit des animaux de la classe B et ceux de la classe C. L'article 5 de l'arrêté n° 0053/ MINFOF du 01 avril 2020 fixant les modalités de répartition des espèces animales en classes de protection, donne d'amples précisions à ce sujet.

³⁰ L'article 24 alinéa 1 de la loi n° 94-01 du 20 janvier 1994, énumère les différents types d'aires protégées pour la faune tels que :

- « les parcs nationaux ;
- les réserves de faune ;
- les zones d'intérêt cynégétique ;
- les game-ranches appartenant à l'État ;
- les jardins zoologiques appartenant à l'État ;
- les sanctuaires de faune ;
- les zones tampons ».

³¹ Une zone mise à part pour la conservation, l'aménagement et la propagation simple de la vie animale sauvage, ainsi que pour la protection et l'aménagement de son habitat, dans laquelle la chasse est interdite.

³² Article 3 (1) du décret n° 95-466-PM, du 20 juillet 1995 fixant les modalités d'application du régime de la faune.

³³ Lion d'Afrique, lycaon, pangolin commun, baleine à Bosse, perroquet gris à queue rouge crocodile du Nil...

³⁴ Babouin doguera, buffle de savane, rhinolophe de forêt, concombre de mer, aigle couronné, boa des sables de Müller, grenouille à flaque....

³⁵ L'antilope, le hérisson

espèces intégralement protégées font partie de la classe A³⁶.

Pour ce qui est de la récidive, article 78 alinéa 6 c précise que les récidivistes ne peuvent prétendre à aucune transaction. Cette mention pose tout de même un sérieux problème de logique procédurale. En effet, la récidive est définie en droit pénal comme : une « cause d'aggravation de la peine résultant pour un délinquant de la commission d'une seconde infraction dans les conditions précisées par la loi, après avoir été condamné définitivement pour une première infraction (.) »³⁷. À ce titre, on peut se poser la question de savoir comment parler de récidive en matière faunique s'il est donné une possibilité aux délinquants primaires de transiger et donc d'échapper à une première condamnation sans laquelle on saurait parler de la récidive ? S'agirait-il d'un acte répété qui aurait déjà donné lieu à une première transaction ou bien de la récidive au sens du droit pénal ? Quoi qu'il en soit, en théorie, cette loi établit donc un régime différencié entre le délinquant primaire. Lequel peut prétendre à une possibilité de transaction et le délinquant récidiviste qui n'a pas droit à cette possibilité.

La transaction ne peut intervenir en cas de pollution des eaux par empoisonnement³⁸. Toute transaction conclue en fraude de cette prévision réglementaire serait réputée nulle. La transaction n'est pas totalement interdite en matière d'infractions fauniques.

2- Les parties à la transaction

La transaction en matière faunique fait intervenir deux parties à savoir l'administration (a) et le contrevenant (b).

a- L'administration faunique

La loi camerounaise de 1994 précitée ne fournit pas de détails sur les autorités habilitées à transiger³⁹. Pour avoir ces détails, il faut se référer aux textes réglementaires régissant la faune. Aux termes de ces textes réglementaires sur la faune, les niveaux d'habilitation pour transiger sont repartis entre différentes autorités du Ministère en charge de la faune. En ce sens, l'article 77 al. 2 du Décret n° 95/466/PM du 20 juillet 1995 fixant les modalités d'application du régime de la faune dispose que : « Le ministre chargé de la faune, ainsi que ses représentants provinciaux sont les seuls habilités à transiger selon des modalités fixées par le ministre chargé de la faune ». Ainsi, sont autorisés à transiger

au nom de l'Etat : le Ministre en charge de la faune et les représentants provinciaux⁴⁰ aujourd'hui dénommés Délégués régionaux. Il s'agit donc d'une répartition hiérarchique des compétences dans l'habilitation à transiger.

Par ailleurs, le décret précise que « les représentants provinciaux ne peuvent transiger pour un montant supérieur à 500 000 Francs. »⁴¹. Au-delà de somme on peut conclure que le pouvoir de transiger est du ressort du Ministre chargé de la faune.

b- Le contrevenant

La loi de 1994 prévoit que les personnes poursuivies pour des infractions fauniques peuvent être admises à transiger⁴², sans trop donner de détails sur l'identité réelle desdites personnes. Il faut convoquer les considérations d'ordre général pour avoir une idée bien précise à cet effet.

Selon l'article 1108 du Code civil, quatre conditions sont essentielles pour la validité d'une convention : le consentement de la partie qui s'oblige, sa capacité de contracter, un objet certain qui forme la matière de l'engagement et une cause licite dans l'obligation. Sur cette base, la transaction ne devrait pas être envisagée lorsque le contrevenant est incapable à transiger. De plus, aux termes de l'article 1123 du code civil, toute personne peut contracter si elle n'est pas déclarée incapable par la loi. Ainsi, sont incapables de contracter : les mineurs non émancipés⁴³ ; les interdits, dans les cas énumérés par la loi, et généralement tous ceux à qui la loi a interdit certains contrats⁴⁴. Selon le lexique des termes juridiques, la capacité est l'aptitude à acquérir et à exercer un droit⁴⁵. C'est aussi le droit de réaliser des actes juridiques pour son propre compte⁴⁶.

Il convient donc d'observer que le contrevenant ou son représentant ne peut transiger avec l'administration de la faune que s'il a la capacité civile. Pour les personnes morales, elles doivent être nécessairement être représentées par leurs responsables légaux ou leurs fondés de pouvoirs. Ces

³⁶ La classe A comprend les espèces rares ou en voie de disparition.

³⁷ Sur la définition juridique de la récidive, voir le Lexique des termes juridiques, *op.cit.*, p.462.

³⁸ Article 78 alinéa 6 d du décret précité.

³⁹ TONI KOUMBA (E. W.), *La justice répressive et la protection de la faune sauvage au Congo et au Cameroun*, Faculté de Droit et Sciences Économiques de Limoges - Master2, 2016, p.58.

⁴⁰ Avec la nouvelle réforme administrative, les représentants provinciaux sont dénommés Délégués régionaux. Ils étaient anciennement appelés Délégués provinciaux.

⁴¹ L'article 77 al. 3 du Décret n° 95/466/PM du 20 juillet 1995 fixant les modalités d'application du régime de la faune.

⁴² Article 146 al. 2.

⁴³ En droit civil, la majorité est fixée à 21 ans au Cameroun. On se demande si ces règles de droit pénal peuvent se transposer en droit pénal eu égard au fait que l'article 81 du code pénal fixe la majorité pénale à 18 ans.

⁴⁴ Voir l'article 1124 du code civil.

⁴⁵ GUINCHARD (S.) et VINCENT(J), *Lexique des termes juridiques*, *op. cit.*, p. 154.

⁴⁶ LERAT (P.), *Vocabulaire du juriste débutant*, Paris, éllipse, 2017, p. 43.

derniers doivent être investis à l'égard des tiers, de pouvoirs les plus larges pour contracter au nom de la société, sans que soit exigé un pouvoir spécial.

Au regard de ce qui précède, seules les personnes ayant la capacité de transiger conformément au droit commun, peuvent conclure un arrangement transactionnel avec l'administration des faunes. Ainsi, les mineurs et les personnes frappées de diverses incapacités seront soumis à des régimes différents. Lorsque la transaction est conclue elle produit des effets qu'il convient de relever.

B- Les effets de la transaction

L'article 62 du Code de Procédure Pénale camerounais prévoit que la transaction est une cause d'extinction de l'action publique : « *lorsque la loi le prévoit expressément* ». Il résulte de cette prévision légale qu'une loi spéciale peut ériger la transaction comme un moyen pour le délinquant d'arrêter le déclenchement de l'action publique. *In fine*, il s'agit d'un contrat synallagmatique sous seing privé, conclu entre l'administration et le délinquant faunique et qui a pour objet de mettre un terme à un litige. Ainsi, en cas d'exécution (1) ou même de non-exécution (2), la transaction produit forcément des effets juridiques à l'égard du délinquant faunique.

1- En cas d'exécution de la transaction

L'article 146 al.2 de la loi de 1994 au Cameroun dispose que : « *La transaction sollicitée par le contrevenant éteint l'action publique, sous réserve de son exécution effective dans les délais impartis*⁴⁷ ». Selon cet article, l'effet immédiat de la transaction en matière faunique est l'extinction de l'action publique en le subordonnant à son exécution effective.

La transaction est fondée sur des concessions réciproques entre l'administration faunique et le contrevenant. Contractée avant le déclenchement des poursuites, elle emporte pour l'administration, renoncement à obtenir, dans certains cas, la condamnation judiciaire des délinquants. Lorsqu'elle intervient après déclenchement des poursuites mais avant jugement définitif, la transaction a vocation à faire obstacle à l'action publique. Selon l'article 2052 du Code Civil, la transaction a entre les parties autorité de la chose jugée en dernier ressort. Elle éteint tant l'action pénale. Notifiée au juge compétent, elle lui imposerait de pouvoir prononcer l'extinction des poursuites. On peut noter pour le regretter que la loi n'ait prévu de disposition obligeant l'administration des faunes à faire tenir ses conclusions au tribunal en l'invitant à prendre acte de l'arrangement transactionnel intervenu entre les parties.

La loi ne précise pas si un accord transactionnel peut intervenir après le jugement définitif. Nous pensons que la transaction n'est qu'une mesure alternative à la procédure judiciaire. Il appartient aux

parties de choisir soit l'une ou l'autre procédure. Elles ne sauraient laisser la procédure judiciaire aller jusqu'à son terme, pour venir ensuite la remettre en cause par une procédure qui aurait pu intervenir bien avant. Il serait incongru qu'une procédure administrative alternative vienne remettre en cause une décision judiciaire émanant d'un pouvoir indépendant. Si elle intervient après la décision définitive, quelle serait la décision à exécuter ? Est-ce la transaction ou bien la décision judiciaire ? Dans une telle hypothèse, nous pensons que la transaction conclue serait caduque car la décision judiciaire aura acquis force de la chose jugée.

Par ailleurs, la transaction permet aussi, la restitution des matériels confisqués lors de l'arrestation du délinquant après le règlement définitif de la transaction, à condition que celui-ci soit un délinquant primaire⁴⁸. Elle peut également, si le délinquant est un récidiviste, donner lieu à une vente aux enchères publiques ou de gré à gré des matériels confisqués⁴⁹. Les effets sont différents lorsque le contrevenant, après avoir sollicité la transaction ne l'exécute pas.

2- En cas de non-exécution de la transaction

La loi camerounaise détermine un délai pour l'exécution de la transaction. Il résulte de l'article 147 de la loi de 1994 qu'en « *l'absence de transaction ou en cas de non-exécution de celle-ci, et après mise en demeure préalablement notifiée au contrevenant, l'action publique est mise en mouvement dans un délai de soixante-douze (72) heures sur la demande des administrations chargées selon le cas (.) de la faune, partie procès* ». Passé ce délai, l'administration chargée de la faune peut prendre des mesures ci-après :

« *-faire citer aux frais du Trésor Public tout contrevenant devant la juridiction compétente ;*

-déposer leurs mémoires et conclusions et faire toutes observations qu'elles estiment utiles à la sauvegarde de leurs intérêts (.) ; leurs représentants siègent à la suite du Procureur de la République, en uniforme et découverts, la parole ne peut leur être refusée ;

*- exercer les voies de recours ouvertes par la loi conformément aux règles de droit commun avec les mêmes effets que les recours exercés par le ministère public.*⁵⁰

La transaction pourrait constituer un véritable moyen de lutte contre la criminalité faunique, si l'objectif poursuivi par la répression était exclusivement économique. Au regard du contexte qui prévaut aujourd'hui et des résultats obtenus, la

⁴⁷ La loi n'a pas déterminée le délai pour l'exécution de la transaction. Ce délai est généralement l'accord écrit.

⁴⁸ Article 146 al. 4 C». Il s'agit là, d'une grande faiblesse de cette loi et un obstacle sérieux quant à la répression et donc à la dissuasion de la délinquance faunique.

⁴⁹ Article 146 al. 4 d.

⁵⁰ Article 147 de la loi de 1994.

transaction apparaît comme un moyen de lutte inapproprié.

II- La transaction pénale : un palliatif inefficace à la sanction pénale

A l'origine, établie pour contourner les délais de procédure particulièrement longs devant les juridictions de droit commun, la transaction est devenue le mode privilégié de gestion du contentieux de la faune dans nombreux pays de l'Afrique centrale à l'instar du Cameroun, de la République démocratique du Congo, le Gabon, la République centrafricaine etc. La transaction est désormais très critiquée au regard des limites et irrégularités qui l'entourent (A). À défaut de supprimer cette procédure, on pourrait tout au moins la réaménager (B).

A- Les limites de la transaction pénale

L'efficacité de la transaction se trouve plombée par la toute-puissance de l'administration chargée de la faune (A) et d'autre part la survivance des mauvaises pratiques (B).

1- Les prérogatives exorbitantes de l'administration faunique

Le pouvoir de transaction dévolue à l'administration lui permet de régler rapidement et pratiquement sans frais de nombreux litiges. Cette institution lui permet de procéder à la répression de la criminalité faunique en fonction de la gravité des faits délictueux, tout en évitant l'encombrement des prétoires. Ce droit de transaction a le caractère d'une remise de peine qui ne manque pas d'analogie avec le droit de grâce. La loi n'accorde au citoyen aucun droit à cette mesure de faveur qui entre dans les pouvoirs discrétionnaires de l'administration. En l'état actuel de la réglementation, plusieurs récriminations peuvent être formulées à l'égard des pouvoirs exorbitants accordés à l'administration de la faune dans le cadre du règlement amiable des litiges fauniques. Ainsi, on observe une absence de neutralité de l'administration (a) dans la mise en œuvre du processus transactionnel, celle-ci étant en même-temps juge et partie. Ce statut est sans conteste de nature à rompre le principe de l'équilibre contractuel qui lui permet de déterminer le montant de la transaction (b).

a- L'administration, juge de l'opportunité de la transaction

Au Cameroun, le pouvoir de transaction de l'administration chargée de la faune découle des dispositions de l'article 146 alinéa 1 de la loi de 1994. Transiger devient dès lors une faculté pour l'administration chargée de la faune et non une obligation. Lorsqu'aucune action judiciaire n'est pas engagée, l'administration peut conclure librement un accord transactionnel. Elle est seule juge de l'opportunité des poursuites et n'est pas soumise dans ce cas au contrôle des autorités judiciaires. C'est le principe de la liberté de transiger qui permet à

l'administration de déterminer le montant de la transaction.

b- Détermination du montant de la transaction : une prérogative minimalement encadrée

Dans le cadre du règlement transactionnel des contentieux fauniques, l'administration chargée de la faune est à la fois juge et partie. Le montant de l'amende transactionnelle est laissé à l'appréciation de l'administration de la faune. En effet, les prérogatives de puissance publique placent l'administration dans une position d'autorité. Le seul encadrement fait par la loi c'est la fixation du minimum en dessous duquel l'administration ne peut valablement transiger. A cet égard, l'article 77 alinéa 3 du décret de 1995 prévoit que : « *Le montant de la transaction ne peut, en aucun cas, être inférieur au minimum de l'amende prévue, majoré éventuellement des sommes dues au titre des dommages et intérêts* ». Le législateur renvoie ici à l'article 155 de la loi de 1994⁵¹ lorsqu'il précise que le montant de la transaction ne peut en aucun cas être inférieur au minimum de l'amende prévue, laquelle amende oscille autour de 50 000 FCFA à 200 000 FCFA⁵². Si par extraordinaire la transaction est sollicitée dans le cadre des animaux de la classe A, le minimum de l'amende prévue ne saurait être inférieur à 3 000 000 FCFA⁵³. L'administration aurait pu fixer des barèmes en fonction du type d'infraction en présence qui permet d'éviter l'arbitraire dans le règlement du litige.

Par ailleurs, en l'état actuel de la procédure, le Ministre en charge de la faune s'arroge l'essentiel des pouvoirs dans la conduite de la transaction. Ce qui constituerait une limite importante à l'efficacité même de cette démarche au regard de la technicité parfois requise pour fixer la sanction pénale. Ce dysfonctionnement favorise les mauvaises pratiques.

2- La survivance des mauvaises pratiques

La consécration de la transaction comme moyen de lutte contre la criminalité faunique en droit pénal camerounais aurait porté tous ses bons fruits si le contexte le quel elle mise en œuvre présentait toutes les garanties d'efficacité et sécurité juridique. Malheureusement ce n'est pas le cas. Le système est désormais très critiqué au regard de la corruption omniprésente⁵⁴ favorisé par ailleurs par une certaine opacité et une injustice dont l'administration est parfois seule responsable. Selon certains auteurs, environ 40% des procès-verbaux de constatation des infractions fauniques sont transmis au parquet pour cause de corruption⁵⁵.

⁵¹ Article qui régit la répression des infractions liées aux animaux de classe B.

⁵² Sur ce point, il s'agit des animaux de la classe B.

⁵³ Article 158 de la loi de 1994.

⁵⁴ Lire NGIFO (S.) et TALLA (M.), *op. cit.* p. 17 et S.

⁵⁵ TEJIOZEM (R.), « le procureur de la République face aux impératifs de conservation des ressources forestières et

En outre, la transaction est un contrat synallagmatique, sous seing privé régi par les articles 2044 et suivants du code civil. Il s'agit d'une convention écrite par laquelle les parties conviennent de faire ou de ne pas faire quelque chose. Compte tenu des effets attachés à cette convention *sui generis*, un formalisme conséquent est indiqué. En effet, les actes qui l'entourent doivent être matérialisés et laisser traces. Cependant, dans la pratique on note certains écarts tant au niveau de la matérialité de l'offre que de l'acte transactionnel. Lorsque l'offre de transaction présentée par l'utilisateur est acceptée par le service, la transaction doit être matérialisée par un acte écrit⁵⁶. La loi ne prévoit pas la forme de l'acte constatant la transaction. Quelques soient les formes de l'acte transactionnel, celui-ci doit nécessairement indiquer les noms et qualité du bénéficiaire, la nature et la qualification de l'infraction, les modalités précises de règlement⁵⁷. Le législateur exige que la transaction soit conjointement signée de l'administration chargée de la faune et le contrevenant et insiste sur le fait qu'elle doit être enregistrée aux frais du contrevenant. Cependant ces prescriptions légales ne sont pas respectées en pratique car certaines transactions sont conclues sans être enregistrées ni formalisées malgré la nullité qui plane sur ces actes frauduleusement conclus⁵⁸.

Au regard de tout ce qui précède, il y a lieu d'encadrer le pouvoir de transaction des autorités de la faune, pour une efficacité accrue de la répression dans le cadre de la lutte contre la criminalité faunique.

B- Le réaménagement souhaité de la procédure transactionnelle

Pour une procédure transactionnelle plus acceptable, plusieurs mesures doivent être adoptées à savoir d'une part l'élimination de la discrimination négative entre le délinquant primaire et le délinquant récidiviste (1) et l'association de l'autorité judiciaire d'autre part(2),

1- l'élimination de la discrimination négative entre le délinquant primaire et le délinquant récidiviste

L'aménagement de la procédure de la transaction passe par l'élimination de la discrimination négative entre le délinquant faunique d'habitude et le délinquant primaire en qui concerne la restitution du matériel qui aurait servi à la commission de l'infraction⁵⁹. En effet, si à un délinquant qui a été pris en flagrant délit d'abattage d'un animal protégé, non seulement on lui donne la possibilité de se soustraire à la justice et donc à des sanctions pénales

moyennant le paiement d'une somme d'argent, on doit aussi lui restituer le matériel qui lui aurait servi dans la commission de son forfait, comme pour l'inciter à continuer dans son entreprise infractionnelle. Il y a donc de quoi se demander, si entre la protection des espèces fauniques à travers la mise en œuvre des sanctions pénales et la dissuasion de la délinquance faunique grâce à l'application des mesures administratives souples, le législateur a opté pour la seconde option.

2- L'association de l'autorité judiciaire

Selon l'article 62 alinéa 1f du CPP, l'action publique s'éteint par la transaction lorsque la loi le prévoit expressément. En matière faunique, la transaction constitue un mode de règlement amiable des litiges, avec cette précision qu'elle peut intervenir en tout état de cause. Si l'opportunité de conclure un accord transactionnel ne pose aucun problème avant toute procédure judiciaire, tel n'est pas le cas après mise en mouvement de l'action publique. En clair, la transaction étant une cause d'extinction de l'action publique, il serait indiqué, surtout dans l'intérêt d'une bonne administration de la justice, de subordonner la transaction à l'accord préalable de l'autorité judiciaire, en cas de mise en mouvement de l'action publique et la rejeter tout simplement après jugement définitif.

Dès lors, une fois mise en mouvement, la transaction envisagée par l'administration de la faune devrait recevoir l'accord du Ministère public, lorsque l'infraction conduit à l'application des sanctions pénales. De même, en cas d'ouverture d'une information judiciaire, l'accord du juge d'instruction devrait être requis. Cette démarche pourrait se justifier par le fait que le ministère public est un corps de magistrats placés auprès des juridictions pour soutenir l'action publique⁶⁰ et parfois l'action civile⁶¹. Ils veillent à l'application des lois et règlements et sont juges de l'opportunité des poursuites en qualité de représentants de la société, dont ils défendent les intérêts⁶². Si l'on part du postulat selon lequel la transaction a vocation à empêcher les poursuites, il serait judicieux que le représentant du ministère public puisse être consulté et marque son accord sur le principe même de la transaction.

En cas de transaction interviendrait après le jugement définitif, l'accord devrait être présenté au Président de la juridiction saisie et non le Ministère public. Cette démarche contribue à restituer à la fonction juridictionnelle toute son importance en restituant à l'autorité judiciaire un certain pouvoir de contrôle sur le comportement de l'administration, en favorisant la consultation d'un organisme

fauniques : l'exemple du Cameroun », exposé 04/03/2014, p.17. Il est à noter qu'il est juge au Tribunal administratif de Bertoua.

⁵⁶ Article 78 alinéa 2 du décret 1995.

⁵⁷ Article précité.

⁵⁸ Article 78 alinéa 3 du décret précité.

⁵⁹ L'article 146 al.4.c de loi de 1994.

⁶⁰ Article 60 du Code de procédure pénale camerounais (CPP).

⁶¹ Article 61 du CPP.

⁶² Lire à ce sujet NJOYA NJULOU (M.), *Le rôle du ministère public en droit camerounais*, Mémoire de DEA, Université de Yaoundé II, 2006, pp. 8 à 61.

indépendant, le législateur aurait désarmé certaines critiques visant notamment l'arbitraire prétendu de l'administration.

CONCLUSION

Parvenu au terme de notre analyse sur « *la transaction pénale et la criminalité faunique au Cameroun* », il en ressort que dans le cadre de la lutte contre la criminalité faunique au Cameroun figure en bonne place la transaction.

D'une part, la transaction a été effectivement consacrée comme un moyen de lutte contre la criminalité faunique. Elle accorde au délinquant un moyen de se soustraire à un jugement pénal l'accord a été régulièrement conclu et de mettre rapidement un terme au litige faunique. Sa mise en œuvre rejoint une approche sociologique qui veut que : « *la répression pénale, en tant que manifestation par excellence de la réprobation sociale, se révèle parfois peu adaptée à la protection d'une valeur encore émergente, comme la protection de l'environnement, dans la conscience collective. Ainsi, pour certains, le délinquant écologique ne mériterait pas l'opprobre* »⁶³.

D'autre part, il en ressort que la transaction est une alternative entachée de plusieurs limites et irrégularités qui la rendent inefficace. Il s'agit d'un côté des prérogatives exorbitantes de l'administration faunique à la fois juge et partie et de l'autre la survivance des mauvaises telles que la corruption, l'absence d'établissement des documents à la suite d'une transaction ; il est nécessaire qu'une réforme de cette procédure soit effectuée pour la rendre plus adapter notamment l'élimination de la discrimination négative entre le délinquant primaire et le délinquant récidiviste d'une part et l'association des autorités judiciaires.

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

1- Alt-Maes (F), « La contractualisation du droit pénal : mythe ou réalité ? », *Revue de science criminelle et de droit pénal comparé*, 2002, n° 3, juillet-septembre, pp. 501-515 ;

2- GUILLIEN (R) et VINCENT(J), (sous direction de), *Lexique des termes juridiques*, Paris, Dalloz 17e éd. 2010. P.1028 ;

3- LASSERE CAPDEVILLE (J), *Le Droit pénal de l'environnement : Un droit encore à l'apparence redoutable et à l'efficacité douteuse*, in *Sauvegarde de l'environnement par le Droit pénal*, 1ère édition, Paris, l'Harmattan 2005 ;

4- LERAT (P.), *Vocabulaire du juriste débutant*, Paris, éllipse, 2017

5- LEROY (J.), *Procédure pénale*, 3^e éd., LGDJ, Paris, 2013 ;

6- MINFOF, *Stratégie nationale de lutte contre le braconnage et la criminalité faunique 2020-2030* ;

7- NGIFO (S.) et TALLA (M.), « La législation relative à la faune sauvage au Cameroun, entre usages locaux et perceptions légales », *Unasylyva* 236, vol. 61, 2010 ;

8- NGUIFFEU TAJOUO (E. L.), « La lutte contre la criminalité faunique en droit pénal camerounais », *Annales de la Faculté des Sciences Juridiques et Politiques de l'Université de Dschang*, Tome 20, P.U.A., 2018 ;

9- NANFACK FOUELIFACK (C. D.), *la transaction en matière pénale au Cameroun*, Mémoire de Master en Droit privé, Université de Dschang, octobre 2017 pp. 18- 21;

10- Rieucau (J), « *Biodiversité et écotourisme dans les pays du centre du Golfe du Guinée. Prétourisme dans une unité géopolitique instable* » in *cahiers d'outre-mer*, n°216, 2001 ;

11- TONI KOUMBA (E. W.), *La justice répressive et la protection de la faune sauvage au Congo et au Cameroun*, Faculté de Droit et Sciences Économiques de Limoges - Master2, 2016.

⁶³ LASSERE CAPDEVILLE (J), *Le Droit pénal de l'environnement : Un droit encore à l'apparence redoutable et à l'efficacité douteuse*, in *Sauvegarde de l'environnement par le Droit pénal*, 1^{ère} édition, Paris, l'Harmattan 2005, p. 65.